

Septembre 2020

COVID-19 : Quel impact sur l'Agenda 2030 ?

Avec l'adoption de l'Agenda 2030 pour le développement durable en 2015, les Nations unies ont fixé dix-sept objectifs de développement durable (ODD). Ces ODD (ou SDGs) sont regroupés sous ce qu'on appelle les cinq P : Personnes, Planète, Prospérité, Paix, Partenariats, et couvrent trois dimensions : sociale, économique et environnementale. Ils sont subdivisés en 169 sous-objectifs et couvrent une variété de thèmes qui touchent pratiquement tous les aspects de la société. Aujourd'hui, cinq ans plus tard, l'alarme sonne plus fort que jamais.

Dans le monde...

Le nouveau rapport des Nations unies sur les objectifs de développement durable pour 2020 brosse un tableau sombre. Jusqu'à présent, la communauté internationale n'a pas fait assez pour atteindre les objectifs fixés dans les ODD d'ici 2030. Cela était clair au début de cette année, avant même que la crise Covid-19 n'éclate. Pour certains ODD, les choses avançaient prudemment dans la bonne direction. Pour d'autres, le tableau n'était vraiment pas positif. La destruction de l'environnement s'est poursuivie et les inégalités ont augmenté. Sans un engagement politique fort en faveur des ODD, la Covid-19 menace d'exacerber la situation, en particulier pour les plus vulnérables.

ODD 1 Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

Même avant la pandémie de Covid-19, les progrès vers l'ODD 1 avaient ralenti, et le monde n'était pas en voie de mettre fin à l'extrême pauvreté d'ici 2030. Aujourd'hui, alors que le monde s'attend aux pires retombées économiques depuis la Grande Dépression, des dizaines de millions de personnes seront repoussées dans la

pauvreté, annulant ainsi des années d'amélioration constante. Alors que les répercussions économiques de la pandémie commencent à se faire sentir plus fortement, l'importance de systèmes de protection sociale solides pour protéger les pauvres et les personnes vulnérables devient plus évidente que jamais. Il en va de même pour la nécessité d'une préparation efficace aux situations d'urgence, tant pour les pandémies que pour les autres risques qui provoquent des catastrophes.

La part de la population mondiale vivant dans l'extrême pauvreté est passée de 15,7 % en 2010 à 10,0 % en 2015. Toutefois, le rythme de la réduction de la pauvreté dans le monde s'est ralenti. Même avant la Covid-19, les projections de base suggéraient que 6 % de la population mondiale vivrait encore dans l'extrême pauvreté en 2030, manquant ainsi l'objectif de mettre fin à la pauvreté. En supposant que la pandémie se maintienne aux niveaux actuellement prévu et que l'activité reprenne l'année prochaine, le taux de pauvreté devrait atteindre 8,8 % en 2020. Il s'agit de la première augmentation de la pauvreté mondiale depuis 1998, et d'un niveau proche de celui de 2017.

Source : Rapport sur les objectifs de développement durable 2020

...en Europe...

Fin juin, Eurostat a publié une nouvelle édition du rapport de suivi sur la mise en œuvre des ODD dans l'UE. La conclusion est qu'il y a eu des progrès au cours des 5 dernières années, mais qu'ils sont relativement limités. L'UE utilise un ensemble de 100 indicateurs. Les données traitées datent toutes d'avant la Covid-19. Il faut s'attendre donc à ce que la prochaine édition présente un tableau potentiellement très différent.

En résumé, il y a des progrès en Europe pour l'ODD 16 (paix, sécurité et services publics forts), l'ODD 1 (pas de pauvreté) et l'ODD 3 (bonne santé et bien-être). Trop peu de progrès ont été réalisés en ce qui concerne les différents objectifs environnementaux. En matière de climat, d'énergie, d'économie circulaire et de biodiversité, l'UE devrait vraiment faire mieux. Et pour l'ODD 5 (égalité des sexes), il y a un revers. Le rapport a été critiqué par la société civile parce qu'il est encore trop positif par rapport à la réalité. Il ne tient pas compte, par exemple, de l'impact des politiques de l'UE sur d'autres parties du monde.

ODD 16 Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et inclusives aux fins du développement durable, assurer l'accès de tous à la justice et mettre en place, à tous les niveaux, des institutions efficaces, responsables et ouvertes à tous

Les conflits, l'insécurité, la faiblesse des institutions et l'accès limité à la justice restent des menaces pour le développement durable. En 2019, le nombre de personnes fuyant la guerre, les persécutions et les conflits a dépassé 79,5 millions, le plus haut niveau enregistré depuis que ces statistiques ont été systématiquement collectées. Un enfant sur quatre continue d'être privé d'identité légale en raison de l'absence d'enregistrement des naissances, ce qui limite souvent sa capacité à exercer ses droits dans d'autres domaines. En mars 2020, le Secrétaire général de l'ONU a lancé un appel en faveur d'un cessez-le-feu mondial immédiat pour faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire et ouvrir les voies de la diplomatie, en particulier pour les personnes les plus vulnérables à la Covid-19. Cette mesure est soutenue, mais sa mise en œuvre pose encore des problèmes.

Source : Rapport sur les objectifs de développement durable 2020

...et en Belgique

Les différents niveaux de gouvernement en Belgique (État fédéral, communautés et régions) sont tenus d'inclure un engagement politique autour des ODD. Ils peuvent formuler leurs propres politiques de manière autonome, mais comme 133 des 169 sous-objectifs relèvent de la compétence des différents niveaux de gouvernement, la consultation et la coordination sont essentielles. Chaque niveau de gouvernement devrait également évaluer dans quelle mesure il a déjà élaboré des politiques pour atteindre ces

(sous)objectifs et si d'autres actions politiques sont nécessaires.

La Cour des comptes a publié un audit qui examine la manière dont les différents niveaux politiques en Belgique mettent en œuvre les ODD. Le niveau fédéral, les régions et les communautés disposent-ils des instruments ou des accords adéquats pour mettre en œuvre les objectifs de développement durable de manière cohérente ? La Cour des comptes voit de nombreux éléments positifs mais constate en même temps que la coordination entre les niveaux est bien trop faible pour parvenir à une bonne politique. Le fait que les choses ne s'améliorent pas n'est pas tant dû à la structure de l'État qu'au manque de volonté politique de coopérer. Par exemple, l'audit ne peut que conclure que la Conférence interministérielle sur le développement durable – qui doit coordonner la politique pour l'ensemble de la Belgique au niveau national – ne s'est pas réunie depuis la fin de 2017.

Notre pays s'est engagé à mettre en œuvre l'Agenda 2030. Pour ce faire, une bonne coopération est toutefois nécessaire. La Cour des comptes recommande que la Conférence interministérielle redevienne active et joue un rôle de coordination. Chaque niveau politique peut développer des initiatives dans le cadre de ses propres compétences, mais la Cour des comptes appelle à la coopération. Cela devrait se faire dans le cadre de la stratégie nationale pour le développement durable, avec des objectifs et des mesures concrètes. Des indicateurs harmonisés devraient permettre de coordonner les résultats au niveau national.

FPHN au temps de la Covid

Chaque année, en juillet, se tient une réunion du Forum politique de haut niveau (FPHN). Le FPHN coordonne la mise en œuvre de l'Agenda 2030, dont les ODD constituent une partie importante. « La crise du COVID-19 a des effets dévastateurs à cause de nos échecs passés et présents, car nous n'avons pas encore pris les ODD au sérieux », a déclaré le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, lors de la réunion virtuelle de l'édition 2020. La réunion visait à l'origine à lancer un nouveau cycle quadriennal consacré à l'examen de la mise en œuvre des ODD et à l'évaluation des progrès accomplis vers la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Elle était, surtout, censée lancer une « décennie d'action et de mise en œuvre » après que l'édition 2019 du FPHN ait constaté que les progrès sur les ODD étaient en retard. Au lieu de cela, l'événement a fini par être une session plutôt inhabituelle. « Nous n'étions pas sur la bonne voie pour livrer quand le COVID-19 a frappé, et le chemin qui reste à parcourir est devenue encore plus raide, mais nous pouvons inverser la situation si nous restons fidèles au Programme 2030 » a déclaré la vice-secrétaire générale des Nations Unies, Amina J. Mohammed, dans son discours de clôture.

La solidarité comme nouveau terrain d'entente

Le gouvernement belge peut compter sur la participation active des ONG, des jeunes et des syndicats. Ils préconisent depuis longtemps des solutions structurelles et le renversement des pratiques actuelles dans divers domaines, tels que la production et la consommation, la réduction des inégalités, la lutte contre la pauvreté et la nécessaire mise à niveau des services publics.

Vous pouvez le constater, par exemple, dans les conclusions du rapport Mind the gap – les objectifs de développement

durable : une perspective belge de la plateforme Perspective 2030, une collaboration entre différentes organisations¹. Personne ne peut réaliser les ODD par lui-même. Notre expérience partagée avec la Covid-19 et les mesures de sécurité nous ont appris que la solidarité est la seule option – l'option qui devrait immédiatement servir de base à la mise en œuvre de l'Agenda 2030 et à la prochaine décennie.

Auteur :
Tom Devriendt

¹ La plateforme Perspective 2030 est un partenariat dans le cadre duquel diverses organisations, dont des ONG de développement, des organisations de jeunesse, des mouvements environnementaux, des

mouvements de femmes, des syndicats et des organisations de lutte contre la pauvreté, unissent leurs forces pour promouvoir la réalisation des ODD.